



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cour d'appel de Lyon  
Service administratif régional judiciaire**

**MAPA - MARCHE A BONS DE COMMANDE  
SARLY.MAPA 2025/00002**

**DECHETS\_NPJ\_LYON\_2026-2029**

**PRESTATIONS DE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS NON  
DANGEREUX INCLUANT LA MISE A DISPOSITION DE CONTENEURS  
POUR LE SITE DU NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE DE LYON**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

## Table des matières

<b>I. OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 Objet général	3
1.2 Définition des prestations attendues	3
<b>II. CADRE JURIDIQUE DE LA COLLECTE DES DECHETS</b>	<b>3</b>
2.1 La responsabilité des producteurs de déchets	4
2.2 Responsabilité du transporteur des déchets	4
2.3 Classification des déchets	4
<b>III. DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES FLUX DE DECHET</b>	<b>5</b>
3.1 Volume des déchets	5
3.2 Mise en place du matériel	5
3.3 Prestations occasionnelles	5
<b>IV. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
4.1 Organisation de la collecte	5
4.2 Déroulement de la prestation de collecte et traitement des déchets	5
4.3 Fréquence, jours et horaires de collecte	6
<b>V. TRANSPORT DE DECHETS</b>	<b>6</b>
6.1 Responsabilité du titulaire	6
6.2 Habilitation au transport de déchet	6
6.3 Autorisation de voirie	6
6.4 Véhicules de collecte	7
<b>VI. TRAITEMENT DES DECHETS</b>	<b>7</b>
7.1 Modes de traitement	7
7.2 Les sites de traitement	7
7.3 Documents de suivi et de pilotage	7
<b>VII. REUNION DE DEMARRAGE</b>	<b>8</b>
<b>VIII. GLOSSAIRE</b>	<b>8</b>

## I. OBJET DE LA CONSULTATION

### 1.1 Objet général

Le présent marché est un marché de service ayant pour objet la collecte et le traitement des déchets non dangereux avec mise à disposition et maintenance des conteneurs de collecte, pour le site du Nouveau Palais de Justice de Lyon sis 67 rue Servient à Lyon (3<sup>ème</sup> arrdt).

### 1.2 Définition des prestations attendues

Le présent marché n'est pas alloti.

La prestation concerne la mise à disposition et la maintenance de bacs roulants de collecte munis de couvercles à charnières, la collecte, le transport et le traitement des déchets suivants (liste non exhaustive) :

- Les déchets de bureau en mélange (corbeille de bureau classique)
- Les autres déchets non dangereux dont le traitement s'effectue dans les conditions des déchets ménagers et assimilés
- Plastiques de type PVC, polystyrène, polypropylène : barquettes alimentaires, pots de yaourt, bidons de détergent, etc.
- Le bois (palettes de livraison, etc.)
- Les encombrants (tout objet volumineux non collectable en bac), hors mobilier
- Les biodéchets

📌 Il est porté à l'attention du titulaire les éléments suivants :

- Papiers de bureau et cartons : la collecte et le traitement des cartons et papiers de bureau, dont les papiers confidentiels, font l'objet d'un autre contrat. Des erreurs de tri imputables au personnel et aux usagers du site peuvent néanmoins survenir ponctuellement, sans que le titulaire puisse en faire grief à l'administration (exemple : facturation supplémentaire).
- La collecte et le traitement des déchets recyclables autres que le papier et le carton sont assurés par la Métropole de Lyon. Des erreurs de tri imputables au personnel et aux usagers du site peuvent néanmoins survenir ponctuellement, sans que le titulaire puisse en faire grief à l'administration (exemple : facturation supplémentaire).
- Mobilier : la collecte et le traitement des déchets (destruction, recyclage, valorisation...) de mobilier fait l'objet d'un marché national et ne sont donc pas inclus au présent marché.

## II. CADRE JURIDIQUE DE LA COLLECTE DES DECHETS

Le titulaire a l'obligation de prendre en compte toute norme, textes législatifs et réglementaires, en lien avec l'objet de la présente consultation. Il doit tenir informé le pouvoir adjudicateur de toute modification qui aurait un impact sur l'exécution des prestations et le conseiller sur les changements à effectuer pour s'y conformer (cf. articles 3.3 et 3.4 du CCAP).

## 2.1 La responsabilité des producteurs de déchets

En application des dispositions du code de l'environnement (art. [L. 541-1-1](#)) :

- Est considéré comme déchet « toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » ;
- Est considéré comme producteur de déchet « toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) ».

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, et demeure responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers détenteur habilité à les prendre en charge (art. [L. 541-2](#)).

Enfin, Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant la hiérarchie des modes de traitement définie au 2° de l'article L. 541-1 :

« II.1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

« 2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

« a) La préparation en vue de la réutilisation ;

« b) Le recyclage ;

« c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;

« d) L'élimination ; » (...)

(Art. [L. 541-2-1](#))

## 2.2 Responsabilité du transporteur des déchets

En application de l'article [R. 541-50, I](#) du code de l'environnement, Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique.

1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à [l'article R. 541-8](#) ;

2° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.

L'entreprise exerçant le transport de déchets doit détenir le récépissé de déclaration dans chacun des véhicules utilisés pour la collecte (art. [R. 541-53](#) du code précité).

Cette déclaration doit être renouvelée tous les 5 ans (art. [R.541-53](#) du code précité). Sa perte entraînera la résiliation du présent marché.

## 2.3 Classification des déchets

Les déchets concernés sont les déchets d'activité économique au sens de la classification retenue par l'article [R.541-8](#), dernier alinéa, du code de l'environnement.

Ceux-ci sont définis au paragraphe [VIII ci-dessous](#).

### III. DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES FLUX DE DECHET

#### 3.1 Volume des déchets

Les appréciations quantitatives fournies aux candidats (annexe 1 du RC) sont données à titre indicatif. Elles sont susceptibles de fluctuer, en augmentation comme en diminution, en fonction de l'activité du site bénéficiaire.

#### 3.2 Mise en place du matériel

La mise en place des matériels sera effectuée par le titulaire 48 heures ouvrées avant la date de démarrage du marché. La date et les modalités devront être fixées d'un commun accord avec les responsables du site bénéficiaire chargés du suivi et de l'exécution du marché (RSEM).

#### 3.3 Prestations occasionnelles

Le site bénéficiaire pourra commander des prestations complémentaires occasionnelles en dehors du forfait, au regard des tarifs indiqués sur le bordereau de prix unitaire (BPU).

Le cas échéant, le service bénéficiaire effectuera une demande de devis auprès du titulaire.

Ces prestations feront l'objet d'une facturation distincte du forfait et sous un autre numéro d'engagement juridique (EJ) communiqué par le RSEM lors de la commande.

### IV. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 4.1 Organisation de la collecte

La collecte est réalisée en 8 bacs roulants de 770 litres mis à disposition par le titulaire.

#### 4.2 Déroulement de la prestation de collecte et traitement des déchets

La prestation de collecte consiste à effectuer le ramassage des déchets présentés dans les conteneurs désignés dans le présent CCTP, avec un véhicule adapté.

La rue ne comporte aucune zone de stationnement ou d'arrêt réservée à la prestation.

Les étapes de la collecte sont les suivantes :

- Sortie des collecteurs à l'extérieur du site, rue de Créqui, par la société de nettoyage du site ;
- Vidage des conteneurs de collecte dans le camion benne par le personnel du titulaire ;
- Remise des conteneurs en place au point de collecte par le personnel du titulaire ;
- Enlèvement et transport des déchets jusqu'au site de traitement agréé ;
- Traitement des déchets par recyclage, valorisation ou destruction (notamment incinération).

Après collecte, les conteneurs sont laissés sur le trottoir rue de Créqui et seront rentrés à l'intérieur du Nouveau Palais de Justice par le personnel de la société de nettoyage qui intervient sur le site.

Le personnel du titulaire n'a pas vocation à pénétrer à l'intérieur du site dans le cadre de la prestation forfaitaire de collecte. Il peut néanmoins être amené à y pénétrer à l'occasion de prestations sur bons de commande, suivant les modalités définies à l'article 2.2.3 du CAP.

Les conteneurs sont maintenus en bon état de fonctionnement par le titulaire. En cas de dégradation (constatée par le titulaire ou signalée par l'administration bénéficiaire), le titulaire procédera à sa réparation ou à son remplacement dans un **délai de 24 heures maximum**.

Le signalement de la dégradation sera effectué par le titulaire ou le RSEM, par mail avec photo jointe. Le remplacement sera signalé par le titulaire auprès du RSEM, par mail.

#### 4.3 Fréquence, jours et horaires de collecte

- Le planning précis sera établi avec le RSEM en début de marché
- Les jours fériés, la collecte prévue sera décalée au premier jour ouvré qui suit.

## V. TRANSPORT DE DECHETS

### 6.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de la totalité de la chaîne de transport des déchets du point de collecte jusqu'au site de déchargement (en cas de transit intermédiaire) et/ou de traitement des déchets agréé. Il prend toutes les mesures nécessaires au transport sécurisé des déchets collectés.

Les transferts sont effectués en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables.

### 6.2 Habilitation au transport de déchet

Le titulaire doit être en possession et pouvoir justifier à tout moment des récépissés de la déclaration faite en préfecture pour le transport des déchets par route.

Ces autorisations sont transmises au service bénéficiaire avant le démarrage des prestations, dès la notification du marché, si elles ne l'ont pas été dans le cadre de la candidature. A défaut, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

### 6.3 Autorisation de voirie

Lorsque des autorisations de voirie sont requises pour le stationnement temporaire des véhicules de collecte, les démarches afférentes à leur obtention relèvent du titulaire.

## 6.4 Véhicules de collecte

Les véhicules devront être adaptés aux besoins du marché et respecter les normes environnementales en vigueur.

Le titulaire est également garant de la qualification et de la validité des permis de conduire de son personnel et, le cas échéant, de celui de son sous-traitant.

# VI. TRAITEMENT DES DECHETS

## 7.1 Modes de traitement

Le mode de traitement des déchets doit être conforme à la réglementation applicable à chaque catégorie de déchet.

Les solutions de traitement proposées par les candidats doivent respecter la hiérarchie des modes de traitement. A cet égard, le réemploi, le recyclage et la valorisation énergétique seront privilégiés sur l'élimination ultime. Les candidats présenteront pour chaque type de flux les filières proposées.

## 7.2 Les sites de traitement

Le titulaire communique à l'administration la liste des sites de traitement et devra justifier des autorisations suivantes :

- Régime applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement
- Les arrêtés de prescription applicables justifiant de l'encadrement de l'activité des sites de traitement au titre des impacts environnementaux.

## 7.3 Documents de suivi et de pilotage

Les documents devront être transmis **trimestriellement** au pôle des marchés publics au format dématérialisé, via une interface internet ou mail à l'adresse suivante : [rgbmp.sar.ca-lyon@justice.fr](mailto:rgbmp.sar.ca-lyon@justice.fr) et au RSEM.

Ils devront faire apparaître les éléments suivants pour chaque lot :

- Période de collecte
- Volumes collectés (en poids) par type de flux et les quantités déclassées (en poids)
- Récapitulatif des bordereaux de traitement
- Les indicateurs environnementaux permettant d'évaluer l'impact des filières

Ces documents incluront les données relatives aux éventuelles collectes complémentaires commandées par le site bénéficiaire.

## VII. REUNION DE DEMARRAGE

La réunion de démarrage des prestations avec le titulaire est organisée à l'initiative de l'administration dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

Son objectif est notamment de préciser les modalités de mise en place des matériels, de préciser l'organisation des prestations, et de répondre à toute question du titulaire sur les éléments administratifs du contrat.

## VIII. GLOSSAIRE

### **Collecte :**

Opération qui consiste à enlever les déchets directement chez le producteur ou au niveau des points de regroupement.

### **Déchet :**

La définition du terme « déchet » est donnée par l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement « toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ».

La classification des déchets est décrite dans la partie réglementaire du code de l'environnement, et plus précisément dans son article R. 541-8 :

- Déchet non dangereux (DND) : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux et qui aux vues de leurs caractéristiques peuvent être assimilables aux ordures ménagères.  
Toutefois, ce sont des déchets, qui en se décomposant (par voie biologique, chimique ou physique) peuvent présenter des risques ou nuisances tels que des mauvaises odeurs, des incendies ou encore libérer des substances dangereuses pouvant polluer les sols et les nappes phréatiques. On trouve dans cette catégorie les papiers, cartons, plastiques, métaux, bois, verre, matières organiques ...
- Déchet ménager : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.
- Déchet d'activités économiques (DAE) : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage. Certains déchets d'activités économiques (DAE), et notamment les déchets quotidiens de bureau, peuvent être collectés en même temps que les déchets ménagers. On parle alors de déchets ménagers et assimilés (DMA).
- Biodéchet : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine, issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires ». En amont de la mise en place de la collecte de biodéchets, il est important de rentrer dans une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire. L'article L. 541-15-3 du code de l'environnement précise que : « L'Etat et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales mettent en place, avant le 1er septembre 2016, une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective dont ils assurent la gestion ». La Loi sur le gaspillage



alimentaire de février 2016 précise la hiérarchie suivante : réduction des excédents alimentaire > don alimentaire à la consommation humaine ou transformation > valorisation animale > transformation en compost.

**Elimination :**

Ensemble des opérations de collecte, transport, traitement et stockage des déchets.

**Nomenclature des déchets :**

Article R. 541-7 du code de l'environnement : « Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe II de l'article R. 541-8. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste. »

La plupart des déchets générés par une activité de bureau au quotidien appartiendront à la catégorie suivante : *«20. Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément ».*

**Traitement :**

Ensemble d'opérations effectuées sur les déchets en vue de réduire leur nocivité éventuelle, de faciliter leur manipulation ou leur transport, de les valoriser ou les éliminer.

**Tri :**

Opération visant à séparer des catégories de matériaux, voire des sous-catégories, les uns des autres. Le tri peut intervenir :

- A la source lorsqu'il est réalisé par le consommateur.
- Dans une unité spécifique après une collecte en mélange, on parle alors de centre de tri.

**Valorisation :**

Qualifie tout traitement des déchets qui permet de leur trouver une utilisation ayant une valeur économique positive :

- Valorisation matière : réemploi, réutilisation, recyclage, régénération.
- Valorisation énergétique : incinération avec production d'électricité ou de vapeur, méthanisation avec production de biogaz (valorisation électrique, thermique, biocarburant).

**DIB :**

Ensemble des déchets non inertes et non dangereux générés par les entreprises, industriels, commerçants, artisans et prestataires de services ; ferrailles, métaux non ferreux, papiers-cartons, verre, textiles, bois, plastiques, etc....

Les dénominations usuelles « déchet industriel » ou « déchet industriel banal » (« DIB ») sont à éviter, car elles ne correspondent plus aux définitions officielles depuis 2010. Un « Lexique à l'usage des acteurs de la gestion des déchets » a à cet égard été publié en 2012 par le Ministère en charge de l'environnement. Il faut remplacer ce terme par celui de « déchets non dangereux des activités économiques ».

L'ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets a abrogé l'article L. 541-24 du code de l'environnement :

« Déchets industriels spéciaux » : il faut remplacer ce terme par celui de « déchets dangereux des activités économiques ».

« Déchets industriels banals » : il faut remplacer ce terme par celui de « déchets non dangereux des activités économiques ».